

Anticommunisme en règles

HUGUES THÉORÊT, *La peur rouge. Histoire de l'anticommunisme au Québec 1917-1960*, Québec, Éditions du Septentrion, 2020, 216 pages

Alexis Tétreault

Volume 14, Number 3, Summer 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93553ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tétreault, A. (2020). Review of [Anticommunisme en règles / HUGUES THÉORÊT, *La peur rouge. Histoire de l'anticommunisme au Québec 1917-1960*, Québec, Éditions du Septentrion, 2020, 216 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 14(3), 6–8.

LES LOIS

D'EXCEPTION

Anticommunisme en règles

Alexis Tétreault

Candidat à la maîtrise en sociologie à UQAM

HUGUES THÉORÊT

LA PEUR ROUGE. HISTOIRE DE L'ANTICOMMUNISME AU QUÉBEC 1917-1960

Québec, Éditions du Septentrion, 2020, 216 pages

Le dernier ouvrage d'Hugues Théorêt, *La peur rouge. Histoire de l'anticommunisme au Québec 1917-1960*, porte très mal son titre. Celui-ci laisse croire au lecteur qu'il a arrêté son choix sur une analyse ou une étude de l'anticommunisme au Québec. Or, il n'en est rien. Le bouquin que signe Théorêt est davantage l'œuvre d'un archiviste que d'un historien de sorte qu'il aurait dû porter le titre de «L'anticommunisme québécois par les textes» ou bien «Revue de presse des auteurs anticommunistes au Québec». Autrement dit, les extraits de documents abondent, mais les analyses y sont absentes. Il nous est difficile d'extirper une thèse d'un tel ouvrage de compilation. Nous nous contenterons donc d'un survol critique.

Le premier chapitre s'affaire à retracer l'émergence de la gauche canadienne à tendance communiste. La prolifération des conflits de travail, dont la grève de Winnipeg de 1919 illustre la férocité, donne naissance à divers mouvements et partis gauchisants. La création du Parti communiste canadien en 1921, conjuguée au krach boursier de 1929, crée un climat propice aux idées communistes et donc à l'anticommunisme canadien et québécois. Si le premier ministre R.B. Bennett incarne la première manifestation de cet anticommunisme «virulent», Théorêt souligne qu'au Québec, l'Église et l'Union nationale de Maurice Duplessis mènent la charge contre le pullulement d'une telle doctrine.

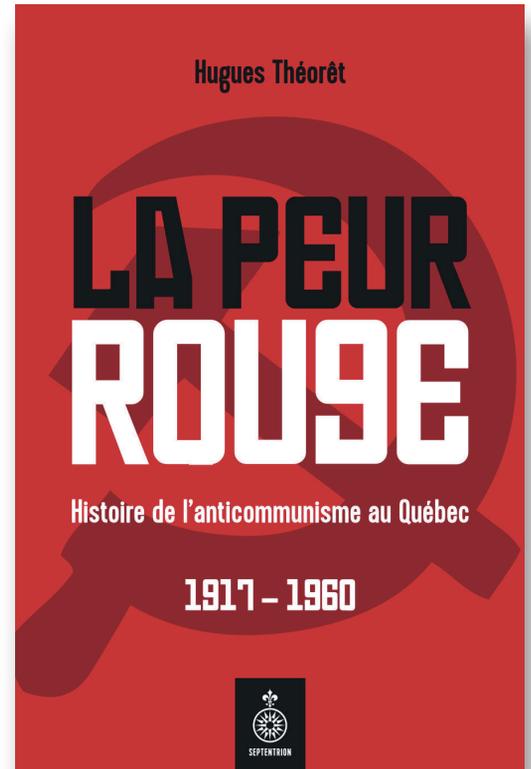
L'auteur tente d'abord d'illustrer la nature de «l'anticommunisme religieux». L'École sociale populaire (ÉSP), dont l'idéologie corporatiste souhaite endiguer aussi bien le socialisme que le capitalisme sauvage, est l'institution catholique la plus intense à l'égard du communisme. Par le truchement de brochures, manifestes, conférences et revues, l'ÉSP s'en prend féroce à ce qu'elle perçoit comme l'infiltration du communisme chez les ouvriers. À cette lutte se joignent des figures de proue de l'Église québécoise de l'époque telles que le cardinal Villeneuve. Dans cette section du livre, il faut noter l'absence totale d'analyse de la part de Théorêt. Le lecteur croule sous les citations et cherche en vain une explication à l'anticommunisme de l'Église

catholique. Théorêt aligne les extraits de documents dans lesquels les autorités religieuses s'inquiètent de l'éthos anticlérical et matérialiste du communisme. Jamais il n'explique les fondements philosophiques d'une telle crainte, laissant ainsi croire au lecteur que le combat contre le communisme n'était qu'une paranoïa cléricale. Jamais il ne mentionne que l'Église est la base de l'organisation sociale du Québec et que le communisme entre en parfaite contradiction avec l'essence même de cette institution fondée sur la foi, la verticalité et la transcendance.

Que la loi du cadenas fût adoptée à l'unanimité, donc avec le concours du Parti libéral, dirigé par T.D. Bouchard, et par l'Union nationale, qui est une union de l'ALN et du Parti conservateur, semble avoir échappé au chercheur en histoire de l'Université d'Ottawa. Loin d'être anecdotique, cet «oubli» incarne l'essence même du livre de Théorêt.

Dans le chapitre sur «l'anticommunisme de plume», on apprend, sans grande surprise, que *L'Action nationale* était farouchement opposée au communisme. Théorêt note qu'une diversité d'auteurs s'y opposait pour une pléthore de raisons. Certains, pour des raisons religieuses, avaient ladite idéologie en horreur. D'autres, comme Jean-Marc Léger, s'opposaient au communisme, mais ne permettaient pas que l'on élude la question ouvrière pour autant. Théorêt enchaîne ensuite sur «l'affaire Gouzenko». Il rappelle l'histoire de cet employé de l'ambassade russe d'Ottawa étant «passé à l'Ouest» en 1945 en prenant soin d'apporter des documents prouvant qu'un réseau d'espions soviétiques était implanté au Canada. À la suite de la Commission royale d'enquête sur l'espionnage (commission Kellock-Taschereau), plusieurs individus sont soupçonnés d'espionnage pour le compte du Commissariat du peuple aux Affaires intérieures (NKVD). Le député fédéral de Cartier, le communiste Fred Rose, est formellement accusé. Polonais de naissance, le Canada l'expulse dans son pays d'origine. L'affaire Gouzenko incarne les premiers soubresauts de la Guerre froide.

Outre l'Église, la figure de proue de l'anticommunisme québécois est sans contredit Maurice Duplessis. Théorêt consacre un chapitre entier à la Loi protégeant la pro-



vince contre la propagande communiste, plus connue sous le nom de «loi du cadenas». Adoptée en 1937, elle sera déclarée inconstitutionnelle en 1957 par la Cour suprême. Elle permet au procureur général – poste qu'occupe Duplessis lorsqu'il est au pouvoir – de fermer des locaux et d'interdire les publications qu'il juge affiliées aux «rouges soviets».

Ici, l'auteur se garde bien de faire la distinction entre la loi dans son principe et son utilisation arbitraire. De cette manière, Théorêt en vient à classer les hebdomadaires *En avant!* et *La Province*, respectivement sous le contrôle de T.D. Bouchard et de l'Action libérale nationale, dans le camp des contestataires de la loi. Que la loi du cadenas fût adoptée à l'unanimité, donc avec le concours du Parti libéral, dirigé par T.D. Bouchard, et par l'Union nationale, qui est une union de l'ALN et du Parti conservateur, semble avoir échappé au chercheur en histoire de l'Université d'Ottawa. Loin d'être anecdotique, cet «oubli» incarne l'essence même du livre de Théorêt. Car on ne se trompe pas sur l'intention de l'auteur; pour celui-ci, toutes les raisons sont bonnes pour faire de l'ancien premier ministre unioniste un modèle d'autoritarisme et de paranoïa.

Sous le vernis (écaillé) de l'objectivité scientifique, on ne peut que constater le récurrent et lassant discours de la «Grande Noirceur». Nous nous devons, encore une fois, de souligner que les explications censées éclairer la nature de l'anticommunisme de gouvernement de Duplessis brillent par leur absence. On ne mentionne pas que le modèle sociopolitique (nationalisme et catholicisme) et économique (libéralisme classique) du duplessisme représente tout ce que le communisme promet d'abattre.

Peur rouge

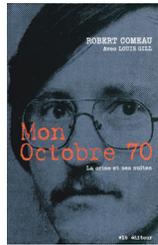
suite de la page 6



L'auteur ne trouve pas pertinent de mettre en lumière ce « détail » qui viendrait expliquer les racines de l'anticommunisme et les raisons sociologiques de la « loi du cadenas ». Pour les mêmes raisons, Théorêt se trompe magistralement lorsqu'il écrit qu'avec Duplessis « s'éteint cette vague anticommuniste qui déferlera sur le Québec pendant tout son règne. » Avec Duplessis s'éteint un modèle social affaibli, à bout de souffle et qui sera remplacé par le modèle providentialiste qui intègre les questions sociales à son mode de gestion. À vouloir abattre l'arbre Duplessis, l'auteur rate la forêt et ne rend pas justice à la science historique qu'il croit servir.

Mon Octobre 70'

suite de la page 7



1970 et le rôle précis de Comeau à titre de membre de la cellule Information Viger. Inutile ici de revenir sur les détails parfois rocambolesques de cet épisode. Comeau fait dialoguer et confronter ici ses souvenirs avec les rapports des commissions. La commission Keable notamment, accréditant largement la version de l'indicatrice Carole Devault, alias « Poupette », est passée au crible, mais il reconnaît lui-même être partiellement responsable de ces errements, ayant refusé d'y témoigner. Ce qui, pour un historien, pose la sempiternelle question de la critique de sources : les souvenirs a posteriori ont-ils plus de valeur que l'enquête à chaud, où s'affrontent les intérêts particuliers ?

C'est également dans ce chapitre que Comeau évoque la surveillance accrue dont il fait l'objet et la création par la police de fausses cellules du FLQ. Le chapitre 5 va justement insister sur cette volonté policière de poursuivre la menace felquiste, quitte à la susciter et à la contrôler complètement. Les cellules de 1972 sont ainsi de pures créations policières, ce qui signifie que plusieurs agents du SPVM et de la GRC ont commis des actes criminels documentés sans n'avoir jamais été inquiétés. Comeau quant à lui, s'oriente alors davantage vers le militantisme marxiste, à la lumière notamment des écrits de Charles Gagnon. Après Octobre, la plupart des mouvements de gauche se rendent compte de l'inefficacité de la violence spontanée du FLQ : il faut s'organiser plus efficacement si on souhaite faire advenir la révolution. Et peut-être même s'allier aux travailleurs ailleurs au Canada. Ce sera la position de l'Équipe du Journal, qui deviendra le groupe marxiste-léniniste En Lutte ! De cette évolution, Comeau ne parle presque pas : ce n'est pas l'objet de ce livre (un autre, plus tard ? On ne peut que le souhaiter). Mais quand même cette remarque : « Avec le recul, je n'arrive pas à comprendre comment, en adhérant à cette politique, j'ai pu perdre de vue le fait que la véritable lutte à mener contre l'État canadien était la lutte pour la séparation du Québec, pour une République libre du Québec » (151).

Le chapitre 6 revient sur la commission Keable, expérience traumatisante pour Comeau, car en 1979-1980, elle cherche à faire la lumière sur les agissements de la police pendant la crise d'Octobre, mais ce faisant, elle interroge aussi les militants, surtout ceux qui n'ont pas été inquiétés à l'époque, à commencer par les membres de la cellule Information Viger. On apprendra alors comment le commissaire révélera de façon shakespearienne la façon dont le FLQ

Qu'apportera le livre de Théorêt à votre bibliothèque ? Un ouvrage qui recense les différents écrits émanant des foyers anti-communistes québécois ? Certes. Un livre qui remet en lumière quelques événements historiques intéressants tels que « l'affaire Gouzenko » ? Probablement. Mais un ouvrage analytique qui étudie l'anticommunisme québécois ? Que nenni ! Il est dommage de constater que *La peur rouge* ne nous renseigne pas sur les raisons sociohistoriques de cet anticommunisme. On passe à travers le livre avec la désagréable impression de se trouver en face d'un très long éditorial de Pierre Trudeau dans ses « belles » années citélibristes, archives en plus. ❁

LES LOIS

D'EXCEPTION

était surveillé pendant et après Octobre. Le chapitre suivant revient sur la thèse que Louis Hamelin a défendue dans *La constellation du Lynx* et dans *Fabrications*. Essai sur la fiction et l'histoire. Il fallait remettre les pendules à l'heure et rappeler que fiction et histoire n'ont pas les mêmes méthodes. Il fallait redire, surtout, qu'une bonne histoire n'est pas vraie pour autant, et que des suppositions peuvent avoir des conséquences plus délétères sur une vraie personne que sur un personnage imaginaire.

Enfin, Comeau termine son livre par ce qui fut sans doute un des épisodes les plus mystérieux de l'après-October : l'assassinat en mars 1971 à Paris de François-Mario Bachand, militant très actif notamment autour de la manifestation McGill français de mars 1969. Bien qu'il apporte des informations intéressantes, on s'étonne que le livre se termine ainsi, par une série de suppositions sans conclusion définitive autour de cet assassinat. Le chapitre se serait sans doute mieux intégré au cœur du texte, après le chapitre 5 par exemple.

La conclusion, bien que très courte, a le mérite de porter un jugement sans appel : le « romantisme révolutionnaire » l'a attiré dans sa jeunesse et il condamne à présent son inefficacité et ses conséquences meurtrières (p. 222). Mais dans le même souffle,

il clame que les objectifs ne doivent pas être abandonnés pour autant : l'indépendance, et « une société fondée sur l'égalité des droits et des avantages ». Donc, le national et le social, ce qui est la dialectique permanente des mouvements progressistes québécois depuis au moins les années 1950 : faut-il privilégier l'un ou l'autre, l'un avant l'autre ? Pour Comeau à présent, il est clair que la souveraineté politique est « un instrument indispensable de la réalisation du projet de société que nous voulons ».

Pour un historien qui a peu écrit, l'exercice est réussi. On attendait ce livre depuis longtemps. Il faut souligner l'effort de vulgarisation qui entoure l'ouvrage, dédié à son fils et à ses petits-enfants : loin d'être hermétique, le livre est écrit dans un style clair. Pas de complaisance non plus : l'auteur de toute façon n'est pas de ceux qui modèrent leurs propos. Certes, Comeau règle ses comptes, surtout avec les indicateurs et la police, et il faut le suivre dans les dédales des différents types de papier du FLQ. Cependant, et c'est l'essentiel, il nous plonge dans une période et une ferveur brouillonnes, mais porteuses d'espoir. Ce caractère désordonné et « violent » est d'ailleurs ce qui est lourdement reproché aux mouvements contestataires qui s'ébrouent depuis une vingtaine d'années contre le néolibéralisme mondialisé : gilets jaunes, carrés rouges, indignés et autres 99 %. Mais aujourd'hui comme hier, l'articulation entre le social et le national est encore le moteur le plus puissant de notre vie politique. ❁

On attendait ce livre depuis longtemps. [...] Certes, Comeau règle ses comptes, surtout avec les indicateurs et la police, et il faut le suivre dans les dédales des différents types de papier du FLQ. Cependant, et c'est l'essentiel, il nous plonge dans une période et une ferveur brouillonnes, mais porteuses d'espoir.